

Les candidats au Conseil d'Etat (11/11) - Isabel Rochat

Le mutisme néfaste de Mère Courage

Election cantonale

La «Tribune de Genève» vous présente, tour à tour, les 11 candidats dans la course au Conseil d'Etat.

Fragilisée par son passage au Département de la sécurité, la PLR Isabel Rochat brigue un deuxième mandat. Portrait contrasté d'une dame qui aime les défis

Eric Budry Texte
Georges Cabrera Photo

Qui est réellement Isabel Rochat? Cette femme décidée qui, en octobre 2008, ose se présenter devant les siens comme «l'alternative à Olivier Jornot» et convainc l'assemblée générale du Parti libéral de la choisir, au détriment du brillant député, comme candidate à l'élection du Conseil d'Etat? Ou bien est-elle cette cheffe du Département de la sécurité semblant trop souvent dépassée par l'ampleur de la tâche? La candidate du Parti libéral-radical (PLR) à l'élection du Conseil d'Etat est probablement les deux à la fois: une femme tenace et courageuse inspirant le respect, mais également une élue qui semble balbutier sa politique même quand elle maîtrise les dossiers.

Isabel Rochat a un problème d'image. Un gros problème. Du genre de ceux qui

«J'avais besoin de sortir de cette surexposition médiatique et de me plonger dans de nouveaux dossiers»

Isabel Rochat

fabriquent les dérives électorales. Certes, depuis qu'elle a cédé la Sécurité à Pierre Maudet en juin 2012 et repris la Solidarité et l'Emploi, elle a été moins exposée à la critique. Mais le mal était fait. Signe du désamour, elle a été, lors du premier tour, la plus biffée sur la liste de l'Entente (6699 fois) et a recueilli très peu de voix externes (2798). L'avertissement est clair et la magistrate en a parfaitement conscience.

«Il faut aller au-delà de ce que les médias ont retranscrit, se défend-elle. Beaucoup de choses ont été faites en deux ans et demi à la Sécurité: la réorganisation complète de la police, une prison de cent places, la Brigade anticriminalité pour lutter contre la criminalité de rue, l'augmentation du nombre de policiers. J'aurais peut-être dû donner plus aux journalistes, mieux communiquer. Cela fait partie des choses que j'ai maintenant apprises.»

Ni froide ni hautaine

La députée socialiste Loly Bolay ne cache pas qu'elle apprécie l'élue libérale, «pour son courage ou sa qualité d'écoute». Elle n'est pas la seule. Le public la réduit faussement à une politicienne bon chic bon genre, un peu distante et assez indifférente. Ce n'est pas la description qu'en font ceux qui la connaissent mieux: «C'est une personne très chaleureuse qui fait les choses de manière spontanée», assure ainsi Steve Bernard. Le directeur de Genève Place Financière et Isabel Rochat se sont connus il y a trente-cinq ans lors de leurs études universitaires et ne se sont jamais perdus de vue. Pour lui, ce qui la définit, c'est la générosité, l'empathie et la fidélité en amitié.

Loly Bolay estime par ailleurs qu'elle est injustement traitée: «Son principal défaut est qu'elle n'a pas la maîtrise de la communication, poursuit-elle. J'ai remarqué que, si l'on excepte Micheline Calmy-Rey et Martine Brunschwig Graf, toutes les conseillères d'Etat ont été à la peine. Je



crois que cela tient au fait que les femmes n'arrivent pas à se mettre autant en avant que les hommes. Et qu'on leur pardonne moins leurs erreurs ou leurs faiblesses.»

L'affaire du cadeau empoisonné

Quoi qu'on pense de la performance de la politicienne à la tête de la Sécurité, il serait correct de lui accorder au moins les circonstances atténuantes. Lorsque, à peine élue et sans expérience au niveau canto-

nal, ses pairs au Conseil d'Etat la poussent à prendre le Département de la sécurité, ce n'est pas elle qui commet l'erreur de «casting». Ce sont les cinq autres élus (Michèle Künzler est hors course), et particulièrement les expérimentés François Longchamp, Mark Muller et Pierre-François Unger.

Aujourd'hui encore, Isabel Rochat refuse de parler d'erreur: «Ce n'en est pas une. La sécurité est une priorité pour la

droite, et je m'étais moi-même fortement engagée dans ce domaine pendant la campagne. C'était une question de cohérence.» C'est vrai, mais était-il raisonnable de confier à une novice un département sur lequel les trois derniers conseillers d'Etat en charge s'étaient cassés les dents?

Même le député MCG Roger Golay reconnaît qu'elle n'a pas été très gâtée au départ. «Elle a essayé de redresser la barre, mais elle n'en avait pas les moyens, poursuit-il. Elle n'est pas parvenue à sortir la tête hors de l'eau.» Le président du MCG a beau apprécier le commerce agréable d'Isabel Rochat, son jugement est implacable: «Son bilan en matière de sécurité n'est pas bon et, concernant l'emploi, elle n'en a pas.» Le MCG a évidemment tout intérêt - électoralement parlant - à affaiblir la candidate, mais il ne fait finalement qu'appuyer là où cela fait mal.

A deux doigts d'abandonner

Ancienne conseillère administrative appréciée de Thônex, passionnée d'aménagement, la libérale disait vouloir représenter les communes en 2009, lors de la campagne avant l'élection du Conseil d'Etat. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ses rêves ne se sont pas réalisés. A tel point qu'on se demande ce qui l'a poussée à continuer. «Après l'élection de Pierre Maudet le 17 juin 2012, soit je me donnais une chance de continuer en prenant un autre département, soit j'arrêtais», confie-t-elle.

Si elle sollicite un nouveau mandat, c'est donc que cela va mieux. «Oui, je me sens bien au Département de la solidarité

et de l'emploi. J'avais besoin de sortir de cette surexposition médiatique et de me plonger dans de nouveaux dossiers.»

De fait, Isabel Rochat a pratiquement disparu des écrans radar des journalistes depuis une année. Bien entendu, il lui fallait prendre en main son département, se plonger dans les dossiers, faire le tour du propriétaire, mais cela n'explique pas tout. Même la montée en puissance du conflit au sein de l'Office cantonal de l'emploi, puis la grève des emplois de solidarité ne l'ont pas fait sortir de sa réserve. Elle y travaille certes en coulisse, mais ne communique pratiquement pas. Soyons clair: Isabel Rochat peine à incarner sa politique, il lui est difficile de porter les dossiers, de les défendre face aux médias et à la population. C'est un point faible. Rédhibitoire?

«Il me semble qu'Isabel gagnerait en force en étant plus proactive dans sa communication, lâche Steve Bernard, l'ami de longue date. Si elle n'a pas tout de suite endossé l'habit de conseillère d'Etat, elle commence à prendre de la hauteur. Elle pourrait surprendre en bien, notamment dans les rapports qu'elle établira avec les différents secteurs économiques autour de la problématique du chômage.»

Les électeurs lui accorderont-ils la possibilité de surprendre? Rendez-vous le 10 novembre.

Un réseau large mais moins compact

Issue de la politique communale, l'ancienne conseillère administrative de Thônex (de 2003 à 2009) a évidemment gardé des liens avec de nombreux élus. «Nous avons mené des batailles ensemble, par exemple sur la péréquation intercommunale, explique Isabel Rochat. Cela soude.» Faute d'avoir hérité d'un département en contact direct avec les communes, la conseillère d'Etat a peu eu l'occasion, en quatre ans, de cultiver ce réseau-là. Cet appui pourrait donc être moins important qu'en 2009 où elle a pu s'afficher légitimement comme la représentante des communes, «la Genève d'en bas», comme elle l'a qualifiée. C'est une lapalissade, l'autre source de voix de la candidate se situe dans sa famille politique. C'est cependant très relatif sachant qu'encore récemment on assassinait volontiers les siens au sein de feu le Parti libéral. «Je crois cependant

que la fusion a adouci la tendance des libéraux à tuer leurs élus, glisse avec un sourire Isabel Rochat. La fusion a aussi changé l'image du parti. Son assise est plus large.» Sur le plan des modèles politiques, la candidate cite volontiers Jacques-Simon Eggly ou Jacques Vernet. «Ils représentent pour moi la pensée humaniste libérale. Personnellement, je vois avec plaisir revenir le PLR sur la voie verte ouverte par Monique Bauer Lagier.» Hors Genève, Isabel Rochat avoue son admiration pour la conseillère aux Etats saint-galloise Karin Keller-Sutter (PLR), anciennement conseillère d'Etat responsable de la Sécurité. Enfin, le réseau d'Isabel Rochat ne serait pas complet sans mentionner sa famille, son mari et ses trois enfants. «Ma famille fait tellement partie de moi que je n'arrive pas à les considérer comme des personnes ressources», conclut-elle. **E.BY**

La minute pour convaincre d'Isabel Rochat sur www.laminute.tdg.ch